

croissance démographique de plus de 3 % voici à peine une décennie à moins de 2 % aujourd'hui. C'est sans précédent dans une société conservatrice, sans recours à des mesures coercitives. Le Bangladesh jouit également d'un gouvernement démocratique, reposant sur le pluralisme politique et la liberté de parole et d'association, auxquels le peuple est passionnément attaché. Le secteur non gouvernemental est l'un des plus florissants au monde, et compte des organisations de développement renommées comme la Grameen Bank, pionnière du micro-crédit pour les pauvres. La population bengali, dynamique et entreprenante, est profondément désireuse de contribuer au développement du pays.

Mais ces atouts et cette bonne volonté ne suffiront sans doute pas pour faire face aux périls nouveaux posés par le climat.

Or tandis que la communauté internationale négocie des réductions ou des limitations des émissions futures de gaz à effet de serre, elle néglige une question tout aussi importante, celle de la manière dont les pays font face aux changements climatiques. Cette problématique de l'adaptation, cruciale pour les pays les plus vulnérables au réchauffement global, comme le Bangladesh et les petits Etats insulaires, a jusqu'à présent été sous-estimée par les négociateurs lors des différentes conférences des parties à la convention climat.

On ne peut pas se contenter de déclarations d'intention. Les Etats, riches ou pauvres, doivent prendre la question de l'adaptation bien plus au sérieux, reconnaître que les impacts du changement climatique vont être particulièrement douloureux pour les pays les plus pauvres, et qu'en conséquence les pays riches leur doivent assistance. Il ne s'agit pas de minimiser l'importance de la lutte pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais de prendre conscience que des changements climatiques se produiront au cours des prochaines décennies même si tous les pays tiennent leurs engagements de réduction (aussi improbable que ce soit). C'est donc maintenant qu'il faut agir pour aider les pays les plus vulnérables à faire face aux impacts du réchauffement, du moins aux plus prévisibles d'entre eux.

Reste à savoir comment faire face. Dans les pays développés, la réponse est largement technique. Elle passe par la surélévation des digues (qu'ont entreprise les Pays-Bas) ou par des ouvrages de défense du littoral. Dans les pays en développement, en revanche, des actions de ce type ne peuvent être qu'une petite partie de la solution. Ce qu'il faut privilégier dans les

pays pauvres, c'est le renforcement ou de la capacité d'adaptation des populations elles-mêmes, et en particulier des groupes les plus pauvres. Il s'agit de partir des moyens et des stratégies de défense existants. Au cours de milliers d'années, les habitants des pays en développement ont élaboré des manières de vivre et de faire face à certains désastres climatiques : centres de refuge, maisons sur pilotis, etc.. Ces méthodes doivent être étudiées, et renforcées par les moyens scientifiques modernes, dans le respect des modes de vie locaux.

Priorités. Malheureusement, les pays pauvres les plus vulnérables au changement climatique, comme le Bangladesh, sont si occupés à parer à leurs besoins les plus urgents qu'il leur reste peu de temps, d'énergie ou de ressources pour étudier les changements climatiques en cours et s'y préparer. La priorité est donc d'amener les responsables politiques et les populations à prendre conscience de l'importance du problème. Au niveau international, il faut défendre des objectifs de réduction plus contraignants et dégager des financements pour l'adaptation ; au niveau national, il faut renforcer les capacités de réponse aux phénomènes climatiques. Par exemple en améliorant la surveillance des événements météorologiques. La communauté internationale a un rôle majeur à jouer pour aider les pays les plus vulnérables à prendre au sérieux le défi que le réchauffement représente pour leur développement, tout en les aidant à s'adapter à la nouvelle donne climatique.

Même si la science n'apporte pas encore de preuve formelle du lien de causalité entre les émissions de gaz à effet de serre des pays développés et les impacts du changement climatique sur les pays les plus pauvres, les citoyens des pays riches ont clairement le devoir moral d'aider les victimes de leurs émissions inconsidérées à faire face aux conséquences de leur comportement passé. A défaut d'être juridiquement contraints, les pays développés doivent assumer leur responsabilité morale. ■

*IIED
3 Endsleigh Street
London WC1H 0DD
Royaume-Uni
Tél. : +44 20 7388 2117
E-mail : s.huq@ic.ac.uk

Simad Saeed

Ministère de l'Intérieur, du Logement et de l'Environnement*

Les représentants des petits Etats insulaires, réunis aujourd'hui au sein de l'AOSIS, ont été les premiers, au milieu des années 1980, à porter la question des changements climatiques sur la scène politique. A l'époque, leurs partenaires internationaux répondaient en soulignant l'ambiguïté des signes scientifiques, et attendaient pour agir que la science se prononce clairement. Or dès 1990, dans son premier rapport, le Groupe (d'experts) intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) parlait de la « probabilité » d'un impact des activités humaines sur l'intensification de la serre. Le deuxième rapport, publié en 1995, parlait de « possibilité ». Aujourd'hui, à la veille de la publication du troisième rapport du GIEC, il existe un consensus scientifique sur l'existence d'un lien entre le réchauffement et les rejets anthropiques de gaz à effet de serre, mais la communauté internationale ne réagit toujours pas.

« Pourquoi ne partez-vous pas ? », nous demande-t-on souvent. Une réaction qui montre bien à quel point le problème n'est pas appréhendé à sa juste mesure. Car il ne s'agit pas que des Maldives, ni même des mil-



Maldives

L'heure des barricades

lions d'habitants des petits îles. Le risque de submersion, temporaire ou permanent, concerne également les centaines de millions de personnes qui vivent dans les deltas et les zones côtières. La solution de l'exil n'est pas seulement irréaliste, elle est également dénuée de sensibilité. Les Maldives, par exemple, sont peuplées depuis plus de mille ans, et jamais leurs habitants ne se résoudront à abandonner leurs racines.

Il est déjà assez douloureux de devoir, dans nos schémas nationaux d'adaptation aux changements climatiques, programmer des déplacements de populations. L'archipel des Maldives compte quelque 200 îles habitées, la très grande majorité d'entre elles ne regroupant pas plus de 200 personnes chacune. Aussi l'Etat a-t-il eu l'idée de rassembler les habitants sur trois îles principales et de concentrer sur ces trois-là les ouvrages de défense du littoral et les services publics. Mais ce schéma de peuplement d'adaptation a un coût. D'abord, les

« grandes îles » des Maldives présentent une capacité de charge assez limitée et ne peuvent pas accueillir toute la population. Aussi le gouvernement a-t-il entrepris de construire

une île artificielle non loin de Malé, l'île-capitale. Baptisée Hululhumalé, elle devrait héberger à terme la moitié de la population du pays. Ensuite, cette stratégie est humainement douloureuse. Dans l'ensemble, les gens en comprennent la raison d'être et sont prêts à partir. Ce faisant, toutefois, on défait des communautés anciennes où les relations au sein du

groupe, la gestion des problèmes, étaient balisées, et on confronte sans préparation les gens à de nouvelles îles, à de nouveaux environnements naturels et humains. Le schéma de peuplement n'est cependant qu'un des axes du plan national d'adaptation. Ainsi sur l'île de Malé, où vit le quart de la population, des ouvrages de défense du littoral sont construits pour absorber l'énergie des vagues et prévenir les inon-

dations. Le principal est la Grande Muraille de Malé, une barrière en béton de 18 mètres de hauteur érigée au large de la côté et encerclant partiellement l'île. Sa construction a coûté 13 000 dollars par mètre. Concernant le problème de l'eau potable, la solution consiste essentiellement à mettre en place des installations de dessalement. Cela fait déjà plus d'une décennie que nous nous y employons, mais nous pourrions à la fois perfectionner les techniques et les rendre moins coûteuses. Nous tentons également de protéger les récifs de corail. Mais les ressources financières nous font défaut pour mener à bien notre stratégie d'adaptation. Nous manquons également des capacités techniques et des experts nécessaires pour évaluer les différentes options d'adaptation possibles. Et chaque jour passé à tenter de convaincre les autres d'agir, comme à La Haye en novembre 2000, restreint d'autant les fonds dont nous disposons pour faire de l'adaptation dans l'archipel. ■

*Ministry of Home Affairs, Housing and Environment – Huravee Building
Ameeru Ahmed Magu
Male 20-05

République des Maldives
E-mail : ssaed@hotmail.com

République des Maldives

Archipel composé de plus d'un millier d'îles

Superficie
298 km²

PIB par habitant
4083 dollars

Population
271 000 hab.

Densité
926,7 habitant par km²

Construction d'une muraille les pieds dans l'eau, regroupement de la population sur quelques îles principales : face à la montée de la mer et aux tempêtes, les Maldives ont pris les devants, au risque de sombrer dans l'autoritarisme.



CORBIS

Les risques du réchauffement

● Les changements climatiques en cours affectent les Maldives de plusieurs façons.

① Crise de l'eau potable. Les Maldives sont très dépendantes de l'eau de pluie pour leur approvisionnement en eau potable. Or le réchauffement va se traduire par une diminution des précipitations sous ces latitudes. En outre, la montée du niveau de marin accroît le degré de salinité des nappes phréatiques, déjà salées du fait de leur surexploitation.

② Etiolement des coraux. Ce n'est pas tant la montée du niveau de la mer qui pose problème que le réchauffement de la température des océans.

Une hausse de la température de l'eau de 3 à 4 degrés au-dessus du maximum saisonnier pendant plus de 6 mois pourrait accroître considérablement la mortalité des coraux. Une élévation de la température à court terme de seulement 1 à 2 degrés pourrait se traduire par un « blanchiment » des coraux. Avec à la clé des conséquences douloureuses sur le tourisme et les revenus d'exportation.

③ Recul du littoral. La montée des eaux grignote peu à peu l'espace habitable des îles, dont les principales sont déjà très densément peuplées. Elle se traduit également par un recul des plages. Or le produit

national brut des Maldives vient à 60 % du secteur touristique. A terme, le risque de submersion est réel.

④ Des tempêtes plus agressives. Plus le niveau marin est élevé, plus les vagues ont un impact profond à l'intérieur des terres. Le renforcement possible de la fréquence et de l'intensité des tempêtes pourrait également fragiliser le littoral.

Ces impacts pourraient encore être contrés si des mesures décisives étaient prises rapidement. Mais la communauté internationale, constataient amèrement à La Haye les officiels des Maldives, n'en prend pas le chemin.